

ment, et elles influenceront sur la sécurité du Canada, qu'il soit ou non partie à l'IDS.

Nous aurions tort de croire que certaines régions du monde – le tiers-monde, l'Europe de l'Est, diverses parties de l'Ouest – parviendront à la stabilité, car la guerre et les crises y sévissent à l'état endémique. Nous devons mettre en oeuvre des méthodes pour gérer ces crises et rendre au Conseil de sécurité de l'ONU les fonctions qui lui furent dévolues à l'origine, surtout que ses membres permanents sont les puissances dotées d'armes nucléaires. Les pays qui peuvent se permettre de fournir une aide militaire au Conseil de sécurité doivent se mettre à sa disposition. Or, le Canada est l'un d'eux.

Ma propre liste d'hypothèses au sujet de la situation stratégique du Canada emprunterait des éléments aux deux listes que j'ai dressées au début.

J'ai dit que notre perception traditionnelle de l'"ennemi" était dépassée, mais il convient de rappeler ici que l'idéologie marxiste-léniniste définit elle aussi un ennemi comparable, à savoir l'"impérialisme". Mais des faits montrent que, dans l'Union soviétique d'aujourd'hui, la démarche politique a principalement pour objet de convenir avec l'Ouest d'un certain *modus vivendi* fondé sur des échanges et des accords de limitation des armements. De part et d'autre, l'opinion publique semble converger vers une définition commune de l'"ennemi" : la guerre nucléaire même.

Comment prévenir cette guerre? Je doute que la perception classique de la dissuasion constitue un fondement valable pour la sécurité à long terme, mais j'ai bien peur qu'il n'existe aucune autre option pratique pour le moment. Il faut espérer que les mesures envisagées pour retirer les troupes et les armes classiques d'Europe et les accords devant

entraîner une réduction des divers arsenaux nucléaires créeront un contexte international où la coopération remplacera un jour la dissuasion. Les conditions existant dans le tiers-monde, où les stratégies soviétiques comptent bien qu'il se produira une évolution sociale permanente en faveur du "socialisme", feront qu'il sera difficile de mettre cette coopération en pratique. Peut-être que personne n'aura vraiment le choix: l'ampleur des problèmes mondiaux en l'an 2000, quand la planète devra subvenir aux besoins de six milliards d'habitants, obligera sans doute les uns à coopérer avec les autres et inversement.

Le Canada n'est pas en mesure de se défendre seul; la défense des deux pays d'Amérique du Nord constitue un seul et même problème. Les É.-U. tiendront compte de nos opinions dans la mesure où nous accepterons de contribuer à l'effort de défense, mais nous devrions faire valoir

devant eux des liens de dépendance entre notre apport en matière de défense et nos idées sur la réduction des armements stratégiques.

En nous opposant aux essais des missiles de croisière au Canada, nous favoriserons peu l'amélioration des relations Est-Ouest. Mais nous ne serions pas en train de mettre à l'essai des missiles de croisière lancés depuis un avion (ALCM) si ces systèmes avaient été bannis dans le passé. Cette question a déjà été inscrite à l'ordre du jour des entretiens de Genève, et elle pourrait y figurer de nouveau.

Outre qu'elle offre des moyens de coopération en matière de défense, l'Alliance Atlantique permet au Canada d'exprimer ses priorités, et c'était là une dimension fort importante aux yeux des Canadiens qui ont négocié le Traité de l'Atlantique-Nord. Essayons d'en tirer le meilleur parti possible. □



Jerzy Kolocz